



Chronique àMER #3 Covid et frontières

Chroniques à MER, c'est une chronique radio mensuelle en français, qui sort la deuxième semaine de chaque mois.

Chroniques à MER c'est une chronique réalisée par des membres du réseau AlarmPhone, une hotline auto-gérée par des activistes 7/7- 24/24 depuis 2015, pour soutenir les appels des personnes qui sont en détresse sur la frontière méditerranéenne, exiger leurs sauvetages et leurs débarquements dans des ports sûrs.

Chroniques à MER, c'est une chronique d'actualité et d'analyse des frontières et de leurs conséquences, pour raconter ce qui se passe en mer Méditerranée depuis le point de vue de notre travail dans le réseau AlarmPhone.

Chroniques à MER, c'est une chronique courte. Elle est diffusable sur des radios associatives et libres. Elle est aussi disponible sur le site de Jet FM (Nantes) et de Radio Galère (Marseille).

Parce que des milliers de gens traversent la Méditerranée ;

Parce que la mer méditerranée est une frontière ;

Parce que les frontières perpétuent le racisme et colonialisme ;

Parce que le racisme et le colonialisme tuent.

Parce qu'en 2020 1760 pers sont mortes en traversant - 147 personnes par mois, 34 par semaines, près de 5 personnes par jour - et bien bien plus dont on ne sait rien ;

Parce que des histoires existent derrière les chiffres ;

Parce que ces histoires doivent être racontées ;

Parce qu'on ne veut pas oublier ;

Parce qu'on veut continuer à lutter ;

Parce qu'on ne veut pas s'habituer ;

Parce qu'on savait ...

Pour contacter « Chroniques àMER : chroniques_a_mer@riseup.net

Plus que jamais, la pandémie de Covid 19 pose la question : qui mérite d'être sauvé ? et quels sont les corps qu'on laisse mourir ?

Aujourd'hui, dans Chroniques àMER, on se demande comment la pandémie a transformé la Méditerranée.

Dans les pays de départ, les raisons de partir sont plus fortes : la crise économique touche de nombreux secteurs en Tunisie, au Maroc, en Algérie. Le chaos social et sanitaire est encore plus fort en Libye.

Au nord de la Méditerranée, les États européens utilisent l'argument du coronavirus pour brutaliser leurs frontières. Répression, fermeture des ports européens, non-assistance à des personnes en détresse, criminalisation des bateaux de sauvetage...

Mais l'instrumentalisation politique de la maladie ne s'arrête pas là. Dans cette émission on vous parlera également d'une nouvelle pratique de détention en mer mise en place par l'Italie : les ferrys-quarantaine.

On espère que cette émission nous permettra de mieux comprendre les enjeux des frontières en Méditerranée et de la pandémie de Covid-19.

On espère qu'elle nous donnera de la force pour lutter encore.

Pour en savoir plus sur l'AlarmPhone et les politiques de frontières en Méditerranée, vous pouvez consulter le site d'AlarmPhone et celui de Watch the Med.

Alarm Phone, c'est un réseau d'activistes des 2 côtés de la méditerranée, ça veut dire concrètement, qu'il y a des militant-es au Maroc, en Tunisie, en Italie, en Allemagne, en Angleterre, etc...

ça veut dire aussi qu'on s'organise à distance et qu'il y a entre nous des différences matérielles évidentes, qui jouent sur des lignes nord-sud, on est pas égal face aux frontières, on est pas égaux face aux soins. La pandémie de Covid19 qui frappe une partie du monde depuis plus d'un an a exacerbé ces frontières. Le Covid pose plus que jamais la question : qui mérite d'être sauvé et quels sont les corps qu'on laisse mourir ? Dans cette émission on va se demander comment la pandémie a transformé la méditerranée. Dans les pays de départ, les raisons pour partir sont plus fortes. La crise économique touche de nombreux secteurs en Tunisie, au Maroc, en Algérie. Le chaos social et sanitaire est encore plus fort en Libye.

Babacar, un camarade de Laâyoune au Sahara occidental, nous raconte :

- La pandémie a fait vraiment trop trop de dégâts, surtout économiquement. Beaucoup sont en chômage technique, une situation qui était déjà critique avant.

Au nord de la méditerranée, le Coronavirus est un alibi parfait pour la brutalisation des frontières : répression, fermeture des ports Européens, non assistance à personne en détresse, c'est ce qu'on a choisi de vous raconter à travers un cas Alarm Phone, qui se déroulait entre le 8 et le 10 avril 2020.

L'instrumentalisation politique de la maladie ne s'arrête pas là. Dans cette émission, on vous parlera d'une nouvelle pratique de détention en mer, trouvée par l'Italie : les ferrys quarantaine.

Attention : Parce que la situation est dure et violente en Méditerranée, cette chronique et les cas qui sont racontés peuvent être difficiles à entendre.

Avec le Covid, les traversées sont plus que jamais risquées, et les conditions d'arrivée très dures. Mais ce qui est sûr, c'est que ça ne suffira pas à empêcher les personnes de bouger..

Aquarius :

-juin 2018, bloqué en mer pendant plusieurs jours, avec 649 personnes à bord,

-Août 2018, Malte et l'Italie refusent que le bateau débarque dans le port, pavillon retiré par Gibraltar, sous le prétexte que le navire...

-Septembre 2018, menacé par le Panama de lui retirer son pavillon...

-novembre 2018, bloqué à Malte sans aucune raison légale...

SeaWatch4 :

-Septembre 2020, bloqué par les autorités italiennes, sous prétexte que le nombre de gilets de sauvetage sur le bateau est trop important.

Le 8 avril 2020, Alarm Phone est en lien avec 66 personnes ayant quitté la Libye. Elles sont dans la zone SAR maltaise, c'est à dire la zone maritime où Malte est responsable de la recherche et du sauvetage. Elles sont en mer depuis 4 jours, l'eau entre dans leur bateau et leur moteur ne fonctionne pas correctement. Elles appellent au secours. Elles informent Alarm Phone qu'un navire maltais, le P51, s'est approché d'elles et leur a demandé de quitter les eaux maltaises. Les activistes d'Alarm Phone contactent le RCC Maltes, le centre de coordination de sauvetage dans cette zone et leur communique la position du bateau. Dans la soirée, un hélicoptère puis un avion militaire des forces armées maltaises, c'est à dire les gardes côtes maltais, se rendent à l'endroit du bateau en détresse, qu'ils survolent pendant près de 2 heures. Ils n'envoient aucun secours. Pendant toute la journée du 8 avril, et la nuit du 8 au 9 avril, Alarm Phone essaie de joindre le RCC de Malte par téléphone, sur différents numéros, par mail, sans aucune réponse.

9 avril, 14h16mn, Alarm réussi enfin à joindre le RCC Maltes. L'officier déclare :
-A cause du Corona, personne ne peut quitter Maltes et personne ne peut rentrer à Malte, et ceci inclus les migrant-es.

17h 34mn : les personnes en détresse rappellent Alarm Phone, ça fait maintenant 5 jours qu'elles sont en mer. Nouvelle position GPS, 37° 39 mn nord, 14° 13 mn est. Leur moteur ne fonctionne plus, ils et elles sont à cours de carburant. Les personnes nous informent qu'elles ont directement contacté Maltes via leur téléphone satellite. Les autorités maltaises leur ont répondu de continuer par leur propre moyen.

17h 38 mn : les personnes en détresse contactent à nouveau Alarm Phone, et rapportent que les militaires maltais ont sectionné le câble de leur moteur. Quelqu'un à bord nous raconte :

ils ont vu que le bateau prenait l'eau, un des militaires a dit en partant: je vais vous laisser mourir dans l'eau. Alarm Phone contacte immédiatement le RCC Malte, mais l'officier refuse de prendre la nouvelle position GPS du bateau et raccroche. Alarm Phone passe une série d'appels, qui sont tous mis en attente.

A 18h 27 mn Alarm Phone reçoit un nouvel appel des personnes à bord. Elles sont paniquées à cause de 2 navire maltais à proximité. Les militaires veulent confisquer leur téléphone satellite. Elles répètent : nous allons mourir dans l'eau, c'est le dernier contact que nous avons avec les personnes sur le bateau.

18h 54 mn : Alarm Phone décide de rendre publique le cas, notamment à travers un tweet, qui relate l'attaque en mer. Une heure plus tard, l'Alarm Phone reçoit un appel téléphonique d'un officier du RCC Malte : il affirme que le bateau pour lequel Alarm Phone a appelé, n'est pas en détresse, et qu'Alarm Phone n'est pas en mesure de décider si un bateau est en détresse ou non. L'officier déclare que toute personne entrant illégalement à Maltes, sera amenée en détention, pour avoir enfreint la loi.

20h 25 mn , @tweet d'Alarm Phone :

-Nous n'arrivons plus à joindre le bateau en détresse, nous espérons que c'est un signe que la pression médiatique a marché, et que Malte a été obligé de les secourir.

A partir de 22h 13 mn et jusqu'au matin du 10 avril, les activistes d'Alarm Phone appellent régulièrement le RCC Malte. Les officiers varient les stratégies entre le refus d'information et mise en attente, raccrochage....

10 avril 8h 37 mn du matin: finalement, à 7h 35 mn aujourd'hui, Mat a confirmé que les personnes, 66 au total, ont été débarqué à 22h 30mn hier soir, soit 41 heures après la première alerte.

Nous appelons Maltes à cesser la non assistance et les attaques en personnes en détresse, cessez d'utiliser le Covid19 comme une excuse pour violer les droits humains fondamentaux.

Au total, entre le 8 et 10 avril, Alarm Phone a contacté le RCC Malte 42 fois. 8 fois par mail et 34 fois par téléphone. Ils n'ont répondu que 11 fois, le plus souvent sans nous donner aucune information. Le soir du 9 avril, à 21h 15mn, alors que les 66 personnes étaient toujours abandonnées en mer, le gouvernement Maltais a publié un communiqué de presse, déclarant leur port non sûr. Ils ont aussi annoncé : « il est de l'intérêt et de la responsabilité de ces personnes, de ne pas se mettre en danger, avec un voyage risqué, vers un pays qui n'est pas en position de leur offrir un port sûr ». En gros les autorités disent : « si les migrant-es meurent, c'est leur faute, i-elles sont prévenu-es ».

En fait, la veille, l'Italie avait déjà déclaré ses ports non sûrs. La Libye a ensuite fait pareil. Le Covid19 est devenu l'excuse idéale pour normaliser la non-assistance en mer. Ces décisions politiques prises pour soit disant sauver des vies, a eu l'effet inverse. Le risque de mourir en mer a augmenté. Malgré la pandémie, le débarquement des rescapé-es dans un lieu sûr, reste une obligation du droit international. Les pratiques des autorités maltaises que nous avons détaillé dans le cas du 8 au 10 avril, sont donc totalement illégales. L'Europe reste sûre par rapport à la Libye, les personnes qui tentent de fuir la Libye sont conscientes du danger de traverser la mer, pourtant comme le disait Alarm Phone, la Libye, c'est pire que le Coronavirus.

Une autre stratégie de l'Europe, pour renforcer sa forteresse, est de rendre plus difficile le sauvetage des personnes qui traversent la méditerranée, en criminalisant les bateaux ONG qui font du secours en mer, c'est une action de longue haleine.. menée par l'Europe, Frontex et les autorités notamment maltaises et italiennes. Leur moyen : empêcher les bateaux de secours de sortir en mer, les retenir au port sous des prétextes divers et variés, mais aussi rendre leur débarquement de plus en plus compliqué. Ces stratégies de dissuasion évoluent au fil du temps, et les autorités Européennes se sont saisi évidemment de l'argument de la Covid19 pour empêcher les sauvetages. Si bien qu'au printemps 2020, plus aucun bateau ONG ne pouvait circuler en méditerranée centrale. On a rencontré une des membres de l'équipage du SeaWatch3, qui a accepté de nous raconter comment les autorités italiennes

criminalisent les sauvetages en mer, avant et pendant la crise de Covid19.

« -Ces deux dernières années, la stratégie principale qui a été utilisée, pour bloquer les navires ONG sur du long terme, ce sont les détentions pour irrégularité technique. Il faut savoir que tous les navires sont soumis une fois par an, à des visites des affaires maritimes de leur pavillon. Ces contrôles visent avant tout à s'assurer de l'état du navire, et des conditions de travail de l'équipage. Un navire qui séjourne dans un autre pays, peut aussi être contraint à une visite qui est dite « exceptionnelle », et c'est ça que les affaires maritimes italiennes utilisent à chaque débarquement dans leurs ports, elles dressent une liste de défaillances, 20-30 points que les bateaux doivent modifier pour repartir en mer.

Pour se donner une idée, le dernier capitaine avec lequel j'ai navigué, me disait qu'il avait plus des défaillances en une seule visite avec SeaWatch que dans toutes ses visites additionnées dans ses vingt ans de carrières.

Le contexte de la pandémie, c'est évidemment une nouvelle opportunité pour les autorités européennes, facile à saisir, les équipes médicales des ONG ont mis en place des procédures assez strictes : quarantaine et tests pour l'équipage avant d'embarquer, nouveaux équipements de protection, on désinfecte plusieurs fois/jour, on se désinfecte les mains, les avant-bras, la radio, le casque, les chaussures de sécurité, on change de tenue complètement, et même si nos procédures sont similaires à celles des hôpitaux, on est systématiquement bloqué en quarantaine à chaque retour en mer. »

20 mai, une personne tunisienne se jette du ferrys-quarantaine, en Sicile et elle meurt.

26 juin, Agrigente, des personnes migrantes, à bord du Moby Zazà, entament une grève de la faim. Elles dénoncent leurs conditions d'enfermement, ont été testées négatives au Coronavirus et ont terminé leur période de quarantaine.

14 septembre, Abdallah, un mineur migrant, meurt à l'hôpital de palerme de la tuberculose suite à un manque de soins dans le bateau où il était enfermé.

Le 20 novembre 2020, on comptait 2448 personnes enfermées sur des bateaux, dont 197 testées positives au Coronavirus

Le 16 mars, révolte sur un ferry à Trapani (Sicile).

Printemps 2020, l'Italie met en place un système de détention sur mer pour les exilés, afin d'éviter selon les autorités, la propagation du Coronavirus. Le décret du 12 avril dit que toute personne secourue en mer par des bateaux d'ONG, doit être immédiatement transférée sur un ferry-quarantaine, mais, très vite, le profil des personnes placées sur ces ferrys sera varié. Des personnes arrivées depuis la Libye ou la Tunisie avec des demandeur-ses d'asile en fin de procédure, mais testées positives au Covid.

D'abord pensés comme des lieux de surveillance sanitaire, on y transfère petit à petit les opérations des hot-spots, c'est à dire le tri entre les personnes qui vont rentrer dans

le système d'accueil, et les autres.. qui devront quitter le territoire italien.. Après les centres de rétention, une nouvelle pratique d'exclusion des corps étrangers est née : la détention sur mer.

Dès mai 2020, des centaines de personnes, principalement des tunisiens, se retrouvent confinées dans ces navires, amarrés au large de ports italiens, certains avant d'avoir mis le pied à terre.. La quarantaine doit durer 14 jours. En réalité, même après un test négatif, les personnes peuvent être gardées pendant plusieurs semaines... Très peu d'infos filtrent sur les conditions de vie à bord..

« Ce que je trouve intéressant, comment ça a marché dans le discours publique, à un moment donné il y a vraiment une urgence, avec les gens qui arrivent aux frontières, d'Italie, il faut gérer une masse de personnes, alors qu'en fait c'est une urgence systémique depuis des années et des années, comme la machine à expulser a été en quelque sorte entravée par le fait qu'il y avait le virus et que les frontières étaient plus ou moins fermées, il y avait plus de personnes à expulser, et il fallait les gérer dans d'autres structures qui ne soient pas sur le territoire italien mais qui soient quand même contrôlables par l'état. »

L'histoire des ferrys-quarantaines est courte, mais déjà trop remplie. C'est une histoire d'enfermement, à la marge des politiques européennes du droit d'asile. C'est une histoire de déportation, de violence, et le tout dans un silence presque total.

- (bruits de voix)... Ces voix qu'on entend, ce sont les hommes tunisiens qui se filment sur un ferry-quarantaine, cela fait 19 jours, au moment de la vidéo, qu'ils sont détenus, ils disent ne pas avoir accès à des soins, alors que plusieurs d'entre eux ont subi des violences. Ils montrent des cabines minuscules, où ils sont entassés. Après l'Italie, ce sera autour de Malte et de la Grèce d'emprunter ce modèle. L'utilisation de ferry touristiques pour faire des lieux d'enfermement des étrangers devient un modèle. En pleine pandémie du Coronavirus.

L'histoire des bateaux de quarantaine, c'est déjà une histoire de mort et de résistance...

« Chroniques àMer » est terminé, on espère que ça vous a donné, comme nous, la rage et l'envie de lutter contre ces politiques de frontières absurdes, qui tuent chaque jour un peu plus dans un contexte de pandémie mondiale.

Parce que la crise sanitaire est avant tout une crise sociale et économique.

Parce que depuis le printemps dernier, le nombre de départ depuis la Tunisie, l'Algérie, n'a cessé d'augmenter.

Parce qu'aucune politique n'empêchera les gens de partir.

Parce que ces politiques laissent les gens mourir.

Parce que depuis le début de l'année, chaque jour en méditerranée centrale, des gens se noient, faute de secours.

Parce que les autorités européennes, utilisent le prétexte de la Covid19 pour fermer

leurs ports, pour criminaliser les bateaux de sauvetage, pour enfermer des gens en mer, et sur des navires...

Parce que ces politiques européennes, empêchent les gens d'aller et venir... en construisant leurs frontières , elles les forcent à laisser tout ce qu'i-elles ont quitté, à ne pas tenter une deuxième fois une mortelle traversée,

Parce que ces politiques des migrations, sont en fait des politique d'immobilité.

Parce qu'elles contrôlent aujourd'hui les aller-retours de celles et ceux qu'hier étaient colonisé_es.

Parce que malgré tout ça, des tas de personnes continuent à s'organiser, à construire des solidarités, à se déplacer, à lutter.

Merci à toutes celles et ceux qui ont rendu cette chronique possible, merci à celles qui nous ont fait des retours, qui l'ont diffusé, qui y ont participé...

Pour écouter tous les épisodes de « Chroniques à Mer »:

<http://jetfm.fr/site/-Chroniques-a-MER-.html>

AlarmePhone<https://alarmphone.org/fr/chroniques-a-mer/>

Vous pouvez la partager avec vos proche et la diffuser à l'infini.

Pour en savoir plus sur l'Alarm Phone et la traversée de la frontière méditerranéenne, vous pouvez aussi consulter le site <https://watchthemed.net/> et <https://alarmphone.org/fr/>

Main sur le cœur et poing levé.

Cette émission a été retranscrite par Le KIOSK, Le Conte 05700
(infolekiosk@protonmail.com)